

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MAINMISES ÉTRANGÈRES—LE RÔLE DE L'ORGANISME DE SURVEILLANCE—LA POLITIQUE ET LES MESURES ENVISAGÉES

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre au sujet du contrôle de la propriété étrangère. Pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a maintenant l'intention de limiter les activités de son prétendu organisme de surveillance au sujet des mainmises étrangères? J'ai appris qu'il envisageait de les limiter aux entreprises d'une certaine importance au lieu de lui donner un mandat général.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne pourrais répondre à cette question sans annoncer la politique même et je regrette devoir dire au député qu'il devra en attendre l'annonce.

M. Lewis: A la lumière de la déclaration du premier ministre et de ses affirmations fréquentes d'annoncer la politique, une fois avant Noël, une autre avant la reprise de la session et une troisième dès sa reprise, pourrait-il dire au Parlement quand nous pouvons nous attendre à entendre cette déclaration et si le gouvernement envisage également, comme on m'en a informé, de prendre certaines mesures entre le moment où la politique sera annoncée et le moment où la mesure législative devant être présentée au Parlement sera prête, ce qui pourrait prendre cinq semaines, ou même trois mois d'après ce qu'on m'en a dit.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le député connaît déjà la réponse habituelle: aussitôt que possible.

M. l'Orateur: Le député de Prince Edward-Hastings désire poser une question supplémentaire.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, étant donné qu'un projet de loi relatif à la propriété étrangère figure dans la liste des bills qui seront déposés à la Chambre, le premier ministre peut-il nous dire à quelle date ce projet de loi sera présenté vu que le gouvernement a promis depuis déjà fort longtemps de dévoiler sa politique à cet égard.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous avons inclus ce projet de loi parmi plusieurs autres car nous avons l'intention de les soumettre dans l'ordre.

L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre pourrait-il alors mettre la Chambre au courant de la marche des négociations canado-américaines depuis la déclaration du secrétaire au Trésor M. Connaly, du 9 février dernier, où il a dit:

Les États-Unis rechercheront les moyens appropriés de réduire leur déséquilibre commercial avec le Canada.

• (1150)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il y a eu bien des rumeurs, mais la plupart sont fausses. La vérité, c'est que les négociations sont toujours en cours entre nos deux pays.

L'hon. M. Hees: Autre question supplémentaire . . .

[M. l'Orateur.]

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de York-Sud a la parole pour une question supplémentaire.

LES MAINMISES ÉTRANGÈRES—L'ANNONCE DE LA POLITIQUE ET LE DÉPÔT DE LA DOCUMENTATION—LES MOTIFS DU RETARD

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voulais aussi demander au premier ministre si le gouvernement annoncera sa politique étrangère au moment où il déposera les documents à l'appui, ou s'il l'annoncera avant le dépôt du rapport, ou autres documents? Le retard est-il dû à des raisons d'ordre pratique provenant de la traduction des documents à l'appui, et pouvons-nous donc nous attendre à ce que cela se fasse d'ici le 17 mars, ou à quelque autre date, comme, une fois encore, on me l'a dit?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je me demande d'où le député tient toutes ces dates. J'aimerais bien, pour ma part, être en mesure d'indiquer une date précise, mais je m'en garde bien. Pour répondre à l'essentiel de la question, nous avons toujours l'intention d'annoncer notre politique et de déposer les documents à l'appui au même moment.

Quant à l'autre question, monsieur l'Orateur, j'espère que ces événements se produiront le plus tôt possible après la présentation de la mesure car, à notre avis, il importe que la collectivité connaisse la teneur de la mesure aussitôt que possible une fois la politique annoncée.

L'hon. M. Hees: Une autre question supplémentaire . . .

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition veut poser une question supplémentaire.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LA PROCHAINE RÉUNION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Industrie et du Commerce peut-il nous dire si on a fixé la date de la prochaine réunion qui aura lieu dans le cadre des entretiens canado-américains, qui se poursuivent au dire du premier ministre? La date de la prochaine réunion a-t-elle été fixée et le ministre peut-il la révéler?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. Aucune date n'a encore été fixée, mais des sondages se poursuivent à cette fin.

L'hon. M. Hees: Comme question supplémentaire, . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Les députés remarqueront qu'il reste encore un certain nombre de questions supplémentaires à ce sujet. Nous tenterons de nouveau d'en disposer aussi rapidement que possible, car la période des questions tire à sa fin.

LES NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES—LES ENTRETIENS AVEC LES REPRÉSENTANTS DU CONGRÈS DES É.-U.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question supplémentaire au